

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

L'hon. M. Munro: Le gouvernement n'a même pas eu le temps d'étudier convenablement le rapport.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

LA MARIJUANA—LES INSTRUCTIONS DONNÉES AUX PROCUREURS AU SUJET DES POURSUITES INTENTÉES À LA SUITE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION LEDAIN

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Je voudrais adresser ma question supplémentaire à un ministre qui nous donnera une réponse que nous pourrions comprendre, c'est-à-dire le solliciteur général.

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: Comme le ministre connaît le contenu du rapport de la Commission LeDain, a-t-on donné des instructions spéciales aux procureurs de la Couronne chargés, au nom de l'autorité fédérale, d'intenter des poursuites contre les jeunes inculpés au sujet de la marijuana? A la suite des recommandations de la Commission LeDain et du bill que le ministre de la Justice présentera au sujet du cautionnement, beaucoup de ces jeunes seront encore en prison pendant les vacances.

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Je suis sûr que le député n'entend pas que je lui communique de façon détournée le contenu du rapport de la Commission LeDain en réponse à une question formulée de cette façon.

M. Woolliams: Le solliciteur général prend, je crois, la même habitude que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Je pourrais peut-être préciser un peu ma question. Le solliciteur général donnera-t-il des instructions spéciales aux procureurs de la Couronne qui reçoivent d'ordinaire leurs directives de lui, à propos de poursuites concernant la marijuana, en particulier à l'égard des gens qui ne peuvent recueillir le montant du cautionnement?

L'hon. M. McIlraith: J'ai un peu de mal à répondre à la question du député. Il propose que je donne des directives aux procureurs de la Couronne qui, par induction, seraient contraires à la loi. Premièrement, le solliciteur général ne leur donne jamais d'instructions. Deuxièmement, même si j'étais le ministre en cause, je ne pourrais pas donner de directives qui, si la conclusion que j'ai tirée est exacte, seraient contraires à la loi.

M. Woolliams: Une question complémentaire. Le ministre peut-il expliquer pourquoi certains procureurs spéciaux de la Couronne à Calgary prétendent, auprès des avocats de la défense, qu'ils peuvent obtenir de pareilles directives?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES PROVINCES ET LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—L'IMPOSITION DE RÈGLEMENTS

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Comme le ministre du Travail a déclaré samedi que les premiers ministres provinciaux l'avaient, paraît-il, assuré qu'ils prendraient toutes les mesures nécessaires pour mater l'inflation, y compris la réglementation des loyers, le premier ministre suppléant nous dirait-il tous les premiers ministres provinciaux ont fait cette promesse?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): La question du député repose sur une version tronquée des propos du ministre du Travail. J'ai obtenu la transcription de ce qu'il a dit à la radio et cela ne correspond pas aux allégations du député. Il a déclaré: «Je présume—je n'y étais pas et j'ignore sur quoi ont porté les discussions de M. Young—mais je suis sûr qu'il est parti satisfait». Cependant, il a dit clairement qu'il n'était pas là, qu'il ne faisait qu'une hypothèse, il ne savait pas au juste.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Puis-je demander au premier ministre suppléant, qui est certainement en rapport avec M. Young, si tous les premiers ministres ont dit qu'ils pourraient prendre de telles mesures et, dans l'affirmative, quand celles-ci pourraient intervenir?

L'hon. M. Sharp: Il me faudra tenir la question pour préavis et me renseigner auprès de M. Young, ou d'une autre personne qui s'y trouvait. Je n'y étais pas moi-même.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Le ministre peut-il dire si la politique actuelle du gouvernement vise le contrôle des loyers et d'autres contrôles pour tout le pays dans le cadre de sa lutte contre l'inflation?

L'hon. M. Sharp: Je suis certain que tous les députés reconnaissent qu'une politique des prix et des revenus ne peut réussir sans restrictions dans tous les domaines. Le gouverne-